

ORAN : CONFÉRENCE DU PRÉSIDENT DE L'ORDRE NATIONAL DES PHARMACIENS «Au lieu de dénoncer le phénomène de la vente concomitante, il faut aller vers l'action»

A l'occasion de la conférence mensuelle des pharmaciens organisée par la section ordinale régionale de l'Ouest, hier au niveau de l'hôtel Houna, que le D^r Lotfi Benbahmed, président de l'Ordre national des pharmaciens, a animé une conférence de presse où il a abordé le rôle de l'Ordre des pharmaciens ainsi que la situation du marché du médicament.

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - L'occasion pour l'intervenant d'exhorter les pharmaciens à dénoncer la vente concomitante.

«Dans notre secteur, un certain nombre de fournisseurs ou de producteurs qui lorsque le ministère de la Santé leur demande pourquoi il y a pénurie de leur médicament, ils déclarent qu'ils en avaient et qu'ils l'ont vendu au distributeur.

Ils se cachent derrière les grossistes qui, jusque-là, n'avaient pas de "voix" pour dire le contraire. Aujourd'hui une association vient d'être créée, cela pourra peut-être contribuer à éclaircir la situation.»

Tout en rappelant les missions de l'Ordre national des pharmaciens, dont la régulation de l'accès à la profession et le respect des règles déontologiques, le D^r Benbahmed a indiqué que 12 500 pharmaciens sont inscrits à l'Ordre et composent le tableau national qui regroupe l'ensemble des catégories.

Toutefois, l'intervenant a déploré «les installations d'offices pharmaceutiques non réglementaires qui se sont démultipliées dans certaines wilayates, dont Oran, en dépit de l'opposition constante de l'Ordre des pharmaciens, qui tendent à assimiler les pharmaciens à de simples commerçants qui, victimes d'une concurrence féroce, sont tentés pour certains de commettre des actes délictueux, préjudiciables à la santé publique». Concernant le marché du médicament, le président de l'Ordre national des pharmaciens considère qu'en matière de qualité, l'Algérie a su prendre en charge cette problématique. «La réglementation draconienne imposant un contrôle du médicament lot par lot assure une sécurité réelle au marché formel.»

S'agissant des pénuries de médicaments, l'intervenant distingue les causes structurelles des causes spéculatives. «Contrairement aux autres marchés, celui du médicament est nécessairement administré et régulé. Les programmes d'importation sont annualisés avec des quantités limitées, l'enregistrement nécessite des procédures longues et fastidieuses, de même que le secteur connaît une instabilité réglementaire continue.»

Dès lors, l'intervenant estime que la mise en place d'une agence nationale du médicament est indispensable à la régulation du marché du médicament en Algérie et l'encouragement de la production locale est une condition sine qua non pour la réussite de la politique du médicament.

Abordant la problématique de l'insuffisance d'approvisionnement en médicament, le

D^r Benbahmed estime que cela «peut constituer une aubaine pour certains opérateurs indécents pour écouler, en pratiquant la vente concomitante, des produits qu'ils ont du mal à vendre à cause

de la forte concurrence ou dont la date de péremption est proche. Ces procédés sont illégaux et doivent être punis sévèrement.»

Il déplore, néanmoins, la non-implications des intéressés qui ne déposent pas plainte.

Les pharmaciens dénoncent la vente concomitante de manière globale, ce que déplore l'intervenant lors d'un point de presse.

«On entend parler de mafia du médicament, de lobbies, même si je comprends cette inquiétude, la

problématique se règle par le moyen de la réglementation existante.

Quand ce sont des infractions qui sont punies par la loi, il faut porter plainte, nous on peut les recenser, on peut aider les pharmaciens dans les démarches.

Il y a cinq ans, face à la pénurie et à la vente concomitante, nous avons incité les gens à porter plainte, même anonymement, or il n'y a pas eu de réaction.

Quant à ceux qui dénoncent

dans la presse cette mafia du médicament, ils n'ont qu'à commencer par dénoncer une ou deux affaires en s'adressant à la justice.

Au lieu de dénoncer le phénomène de la vente concomitante, il faut aller vers l'action ! Il y a la DCP pour gérer ce type d'infraction, maintenant s'ils ne dénoncent pas, cela veut dire qu'ils acceptent la situation», dira le conférencier.

A. B.

PRISE EN CHARGE DE L'OSTÉOGÉNÈSE IMPARFAITE

«De grandes difficultés interfèrent»

Les spécialistes affirment qu'ils peinent à assurer la prise en charge de l'ostéogénèse imparfaite, maladie «pénible» pour l'enfant et sa famille.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - L'ostéogénèse imparfaite ou fragilité osseuse, maladie affectant les enfants, a été hier au cœur du débat de la première journée du 7^e congrès de la Société algérienne de rhumatologie (Sar) tenu à Alger. «L'ostéogénèse imparfaite est une pathologie qui touche les os de l'enfant. Extrêmement parlante, cette maladie est difficile à supporter pour l'enfant et sa famille», explique le Pr Hachemi Djoudi, président de la SAR et chef de service à l'hôpital de Douéra.

«Une maladie orpheline dont la prise en charge est souvent confrontée à de grandes difficultés», souligne-t-il. Pour sa part, le D^r Rachid Yamoun, pédiatre, a affirmé en marge de la rencontre, que la pathologie est de plus en

plus rencontrée en Algérie. «Découverte en 1860, elle n'a été connue en Algérie que vers 1982-1983.

Même si le nombre de personnes atteintes à l'échelle nationale demeure méconnu, l'on enregistre 3 à 10 cas pour un million d'habitants dans le monde», précise-t-il. Maladie génétique complexe, l'ostéogénèse imparfaite se manifeste par des fractures faciles dues à «la masse osseuse basse provoquant la fragilité de l'os».

Le D^r Rachid Yamoun préconise ainsi de «s'inquiéter» face à une fracture facile car, poursuit-il, «il peut s'agir d'un cas d'ostéogénèse imparfaite». Son dépistage s'effectue grâce à l'ostéodensitométrie (mesure du degré d'ossification osseuse), une technique pratiquée «uniquement au CHU de Bab El Oued, à l'hôpital de Douéra et chez un privé à Kouba», soulignera le D^r Rachid Yamoun. Le traitement est basé



Photo : DR.

Une maladie difficile à supporter pour l'enfant et sa famille.

sur trois axes : le traitement médical, le traitement chirurgical et la rééducation. Par ailleurs, les spécialistes débattront lors des trois jours du congrès des pathologies

de l'os et de l'articulation ainsi que des rhumatismes inflammatoires chez l'adulte.

«D'habitude, ces rencontres sont réservées exclusivement aux rhumatologues, mais cette année, nous voulons que le rendez-vous soit pluridisciplinaire. Ainsi, outre les rhumatologues, les pédiatres et les chirurgiens sont également associés», a indiqué le président de la SAR. Il ajoute également que la Société algérienne de rhumatologie œuvre pour répertorier les maladies rhumatismales.

R. N.

La maison de la polyarthrite rhumatoïde bientôt installée

Bientôt la maison de la polyarthrite rhumatoïde sera mise en place. C'est ce qu'a annoncé M^e Chaia Djafri, présidente de l'Observatoire algérien de la femme, hier, en marge du 7^e congrès de la Société algérienne de rhumatologie. Relevant de la Ligue des femmes atteintes de la polyarthrite rhumatoïde, cette structure s'est fixée l'objectif de créer un registre national des femmes atteintes de cette maladie chronique. Elle assurera également l'orientation des patientes ainsi que la promotion du dépistage précoce. «La polyarthrite rhumatoïde touche 350 000 personnes en Algérie dont 75% sont des femmes. Elle est chronique et invalidante si elle n'est pas prise en charge», précise-t-elle.

Rym N.

ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

Les enfants des agriculteurs bénéficieront de formations spécialisées

L'Union nationale des paysans algériens et le ministère de l'Enseignement et de la Formation professionnels ont convenu d'un programme commun relatif à la formation des enfants des agriculteurs, au recyclage et à la formation continue des fellahs.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - La problématique du manque de formation des agriculteurs a été posée hier par les représentants de l'UNPA. Ces derniers ont expliqué au ministre de l'Enseignement et de la Formation professionnels que le secteur de l'agriculture est à même d'absorber le taux de chômage notamment dans les régions du pays à forte vocation agricole. M. Alioui, secrétaire général de l'UNPA, notera pour sa part l'importance de la valorisation du secteur agricole qui, précisera-

t-il, contribue aux programmes de sécurité alimentaire. «Le secteur agricole ne peut agir seul, il y a au moins 12 secteurs concernés, ils doivent tous apporter leur contribution à l'évolution de la production. Nous comptons de ce fait sur la création du Conseil supérieure de l'agriculture qui sera composé des principaux acteurs concernés», a déclaré M. Alioui.

Pour sa part, El Hadi Khaldi a annoncé qu'une convention avec le secteur du travail et de la protection sociale sera programmée dans le but d'encourager les jeunes à se spécialiser dans le secteur agricole. Les représentants des agriculteurs expliqueront, pour leur part, que la volonté de l'Union est de bénéficier des centres de formation, notamment dans les spécialités comme la production du lait ou des dattes. Ils relèveront le manque de formation concernant l'utilisation du matériel agricole.

«30 % des terres agricoles, les meilleures, ne sont pas bien exploitées, c'est un des problèmes dont souffrent les agriculteurs», a souligné un représentant des agriculteurs. Ce dernier évoquera aussi le problème de l'absence de recyclage des agriculteurs.

De ce fait, les deux parties ont convenu d'un programme de travail commun et d'une tournée de sensibilisation dans les différentes wilayas du pays.

Le ministre a aussi suggéré que les enfants des agriculteurs entament des formations dès le 1^{er} octobre prochain après la rentrée du secteur qui se fera le 16 octobre. Ceci outre l'ouverture d'ateliers saisonniers.

El Hadi Khaldi a également annoncé que les centres de formation concernés seront dotés du matériel agricole nécessaire.

F.-Z. B.